

Les armes à feu en Afrique, pour quoi faire? Une réflexion sur les deux dernières guerres en République Démocratique du Congo

Dans le cadre de cette brève étude, je limite mon propos à l'Afrique en posant ces deux principales questions. Pourquoi les armes arrivent-elles en Afrique et quelles sont les conséquences des guerres sur le développement du continent? La République Démocratique du Congo qui a été longuement citée parmi les pays les plus armés et les plus affectés par la guerre servira de cadre d'illustration.

Les armes légères ou individuelles font chaque année des centaines de milliers de victimes dans le monde, spécialement en Afrique, en Asie et en Amérique latine. La carte ainsi dessinée parle d'elle-même; il s'agit des pays non développés auxquels on pourrait joindre les pays de l'Europe de l'Est, principalement ceux qui sont nés avec l'éclatement de la Yougoslavie.

Les armes à feu qui circulent en Afrique ne servent pas à défendre le continent contre les ennemis extérieurs (asiatiques, américains et européens). Elles servent à la destruction de l'Afrique elle-même par ses propres fils. Au sein d'un pays, les uns utilisent les armes pour dominer les autres, tandis que les autres utilisent les mêmes armes pour se libérer, puis dominer à leur tour. Ensuite, les pays africains, tout en appartenant à l'Organisation de l'Unité Africaine, devenue Union Africaine, s'attaquent entre eux et se détruisent mutuellement.

Pendant ce temps, ceux qui fabriquent les armes évitent de plus en plus les troubles internes et les conflits entre les nations. Les pays les moins avancés qui se prêtent à toutes sortes de conflits armés deviennent pour ainsi dire, les seuls marchés pour les armes légères et garantissent le fonctionnement des usines qui fabriquent les engins de la mort.

Les guerres africaines me semblent être des guerres pour rien; elles sont à la fois les causes et les conséquences du sous-développement. Rebelles et loyalistes dans un pays, où les pays africains en conflit s'approvisionnent dans les mêmes marchés. Pendant qu'ils dépensent de l'argent pour acheter les armes, ils oublient qu'ils contribuent à maintenir l'Afrique dans un état permanent de pauvreté. Tant que les Africains ne comprendront pas la contradiction des actes qu'ils posent et les conséquences néfastes pour leur développement, ils seront eux mêmes responsables de leurs malheurs et il ne servira à rien d'accuser les marchands des armes.

Une double cause : dominer et exploiter.

Avant même l'ouverture de la session de l'ONU sur la limitation des armes légères dans le monde, certaines télévisions faisaient état des difficultés réelles pour mener à bonne fin une opération aussi délicate. Elles pointaient du doigt les grands fabricants de ces armes que sont les Etats-Unis d'Amérique, la Russie et la Chine, qui ne seraient pas prêts à faire beaucoup de concessions. Je veux attirer pour ma part l'attention sur le fait que les armes à feu constituent le moyen le plus efficace qui a permis aux Européens de s'imposer à tous les autres peuples du globe. Les Indiens d'Amérique ont été presque exterminés à cause des armes à feu. Les Nègres d'Afrique sont tombés par centaines de milliers sous les mêmes armes apportées par les Européens et les Arabes, et maniées admirablement par les autres Nègres. En Afrique du Sud, elles ont permis à une petite colonie blanche de peuplement de s'emparer d'un vaste territoire en chassant les premiers occupants du sol. Après la traite négrière, l'Afrique a été colonisée et des populations entières ne pouvaient être soumises que par les armes à feu. Aux armées précoloniales équipées de lances, d'arcs et de flèches succédaient partout les armées coloniales équipées d'armes à feu. Ces armées, composées des troupes africaines commandées par des officiers blancs avaient pour mission de soumettre les peuples et de réprimer tous les soulèvements. Elles imposaient une nouvelle paix ou pacifiaient les colonies, comme on avait l'habitude de le dire à l'époque.

La première introduction massive des armes à feu en Afrique date donc de l'époque coloniale. Ces armes plus puissantes que les vieux mousquets se retrouvaient d'un seul côté, du côté du pouvoir. Après les indépendances, les nouvelles autorités vont poursuivre l'équipement et la modernisation des armées devenues nationales. La modernisation de chaque armée africaine fera l'objet des négociations avec les pays amis et les grandes fabriques des armes. L'introduction illégale des armes se fera surtout dans les territoires qui doivent se battre pour la conquête de l'indépendance. Les colonies portugaises, l'Angola, le Mozambique, la Guinée Bissau, etc., furent les premières en Afrique noire à introduire massivement les armes à feu pour chasser le colonisateur blanc. Les guerres de libération étant supportées par une grande partie de l'opinion africaine, les armes destinées aux combattants passeront par plusieurs pays pour les atteindre dans leurs bases d'opération ou dans les maquis.

Beaucoup de ces armes étaient fournies gratuitement par les agents des blocs socialiste et capitaliste qui se disputaient l'hégémonie dans le monde. C'est ainsi que les guerres de libération se sont poursuivies, après les indépendances, entre les prétendus nationalistes qui obéissaient aux ordres de Washington et de Moscou. Certaines de ces guerres se poursuivent encore comme en Angola où Luanda doit faire face à l'UNITA et aux mouvements de libération du Cabinda. En Afrique du Sud où les Noirs luttent pour l'égalité sociale et juridique, les combattants recevaient aussi les armes du bloc socialiste, et ces armes transitaient aussi par d'autres pays africains. Pendant ce temps, les Blancs au pouvoir renforçaient également leur position par l'acquisition de nouvelles armes. Il a fallu de longues années pour que la cause des Noirs soit finalement entendue.

On pourrait ainsi faire le tour de tous les foyers de tensions en Afrique pour bien comprendre la concentration des armes en Afrique. En République Démocratique du Congo, la circulation des armes répond à la même logique. Après les tentatives de sécessions anéanties avec le concours de l'ONU, la mort de Lumumba offre aux Congolais dits nationalistes l'occasion de recevoir l'appui des pays socialistes d'Europe, d'Asie et d'Afrique. Le gouvernement central pour sa part reçoit l'aide des Etats-Unis et d'autres pays capitalistes. Devenu le champion de la cause capitaliste en Afrique centrale, le Congo doit contrer le socialisme en Angola, au Congo Brazzaville, et même en Tanzanie. Les troupes congolaises seront aussi envoyées à l'extérieur, notamment au Tchad pour contrer les troupes rebelles soutenues par la Libye. Les deux guerres dites du Shaba et les deux guerres de Moba constituaient sans aucun doute la revanche de l'Angola et de la Tanzanie sur le régime de Mobutu qui soutenait les troupes de Savimbi, que les Américains soutenaient également à travers l'Afrique du Sud. L'appui occidental au régime de Mobutu matérialisé par les troupes françaises, marocaines et autres, passait encore par le renouvellement des équipements militaires. La fin de la guerre froide symbolisée par la chute du mur de Berlin en 1989 marque un changement brusque dans le soutien militaire inconditionnel accordé à Mobutu.

L'hégémonie des puissances

Ainsi que nous pouvons le constater, les armes qui circulent en Afrique servent avant tout une seule cause, l'hégémonie des puissances. Les Africains dont beaucoup jouent le rôle d'intermédiaires croient pouvoir bénéficier du soutien des amis sincères, mais en réalité, ils n'en tirent que peu d'intérêt. L'Afrique retarde son développement à cause de toutes les guerres. Les soldats de métier ou de fortune qui usent des armes commettent des atrocités sur leurs propres populations et détruisent les rares infrastructures qui existent. C'est par ignorance qu'ils croient pouvoir résoudre par la force tous les conflits idéologiques, territoriaux, religieux, et tribaux. Les destructions méchantes, les pillages, les viols, et autres atrocités qui se commettent laissent des plaies ouvertes et il devient difficile de les soigner et de les cicatrifier, l'unité en souffre, et le développement aussi.

Le film des deux dernières guerres du Congo : 1996 - 2001

Les deux guerres qui ont conduit successivement au renversement de Mobutu et à l'assassinat de Kabila sont étroitement liées et peuvent éclairer les malheurs de l'Afrique dans ses différents choix politiques. Au moment où la guerre de 1996 éclate, tout observateur politique pouvait se rendre compte que le Président Mobutu avait pratiquement perdu tout le pouvoir. Lâché par le monde occidental qui l'avait soutenu depuis 25 ans, Mobutu était sommé d'opérer des réformes politiques pour ouvrir le pays à la démocratie et ensuite de quitter le pouvoir. Cette réforme fut annoncée officiellement le 24 avril 1990. Cette réforme à peine annoncée ne pourra être soutenue ni encadrée. Dès le 11 mai 1990, Mobutu sera accusé d'avoir massacré des centaines d'étudiants à Lubumbashi et l'occasion était trop belle pour être manquée. Toute coopération avec les pays occidentaux fut suspendue. La crise sociale qui en est la conséquence débouche sur les pillages de 1991 et 1993.

La crise politique conduit à la Conférence Nationale Souveraine, mal préparée et souvent torpillée par plusieurs jeux d'intérêts. Les réformes politiques opérées par la Conférence Nationale Souveraine mettaient Mobutu pratiquement à l'écart, même si, à cause de son armée, du reste totalement divisée, il paraissait encore puissant. La maladie dont il souffrait et dont on connaissait l'issue fatale, était la dernière preuve de sa faiblesse. La grande lutte qui se préparait était celle de sa succession. Le pays s'attendait le moins à soutenir une guerre. Ce sont ceux qui, de l'extérieur voulaient le départ de Mobutu et de tout son système qui ont provoqué la guerre dont le Congo aurait pu être épargné. La guerre rapidement gagnée montre la fragilité des derniers débris de l'armée qui soutenaient encore le régime du Président Mobutu. Pendant que le Zaïre était sous embargo d'armes à feu, le Rwanda et l'Uganda pouvaient se procurer les armes n'importe où et les déverser sur l'Est du pays. Mais le plus important pour nous est de connaître les multiples motivations des acteurs qui interviennent dans toutes les phases du conflit.

La guerre est venue de l'extérieur

La guerre est venue de l'extérieur, de l'Uganda et du Rwanda. Elle a réuni les combattants de ces deux pays à certains fils du Congo/ Zaïre qui prétendaient se soulever contre le régime en place. Quant aux deux pays voisins, ils justifiaient leur intervention par le souci d'assurer la sécurité, souvent menacée par les rebelles agissant à partir du territoire zaïrois. Il convient de préciser que pour les autorités rwandaises, deux intérêts justifient l'implication de leurs troupes. Il fallait d'abord anéantir les Hutu génocidaires emmenés au Zaïre par les troupes françaises en 1994.

Cette mission a été accomplie en deux phases: la destruction des camps des réfugiés dans la Province du Nord Kivu, puis la poursuite et le massacre des milliers d'autres réfugiés dans la forêt équatoriale, entre Kisangani et Mbandaka. De ces massacres qui ne sont pas qualifiés de génocide, on ne parle presque plus et les auteurs ne sont pas poursuivis. Le second intérêt du Rwanda est celui de l'espace vital au Kivu où les Rwandais étaient soit transplantés par les Belges entre les années 1930-1940, soit installés comme réfugiés politiques en 1959-1960 et ils ont fini par rester jusqu'à ce jour. A ne considérer que les avantages dont jouissaient les Hutu et les Tutsi d'origine rwandaise avant qu'on ne leur conteste la nationalité collective accordée par le Président Mobutu en 1973, il y a lieu de se demander si leur soulèvement de 1996 pouvait se justifier. Cependant, tous ces avantages acquis par les Rwandais avaient fini par provoquer des tensions assez vives entre les populations autochtones du Kivu et leurs hôtes. Il fallait donc trouver la possibilité de renforcer la colonisation du Kivu par le Rwanda surpeuplé. Tel semble être l'appât tendu par les Congolais qui voulaient se servir des Rwandais pour marcher militairement sur le pays à partir du Rwanda: la promesse d'une cession définitive du Kivu aux

Rwandais. Ajoutons aussi les intérêts matériels immédiats. Nous avons assisté au départ du butin de guerre (voitures de luxe et autres biens précieux arrachés aux anciens dignitaires et même aux paisibles citoyens) vers le Rwanda. Si le massacre des Hutu par les Tutsi était rendu possible sur le territoire congolais grâce à ces accords, il n'était pas certain que l'occupation du Kivu et la domination de l'ensemble du Congo par les Tutsi hébergés au Congo, membres d'une nouvelle ethnie appelée Banyamulenge, pouvaient se réaliser sans résistance.

Ces actes contraires à l'histoire ne pouvaient que provoquer de vives réactions des Congolais, de l'Unité africaine et de la communauté internationale. Ignorant les véritables motivations des Rwandais, le peuple congolais a accepté leur soutien pour se débarrasser de Mobutu et il a choisi d'accepter l'inconnu que promettait le nouveau maître, Laurent-Désiré Kabila. L'OUA n'a pas eu la force d'agir et l'ONU n'a pas volé au secours du Zaïre. Les tentatives de l'Afrique du Sud et du Gabon ont été tardives et sans effets. Il fallait seulement être aveugle pour ne pas voir une main plus forte derrière le Rwanda qui, avec ses 6 ou 7 millions d'habitants, ne pouvait pas s'offrir le luxe de s'attaquer au Congo, sans craindre, ni la revanche, ni la condamnation. Les intérêts directs de l'Uganda qui prend part au même pied d'égalité que le Rwanda sont difficiles à percevoir à première vue. Il y a sans doute la poursuite du soutien aux nouveaux maîtres du Rwanda qui venaient de l'Uganda et dont la solidité du régime passait par l'anéantissement des Hutu réfugiés au Zaïre. N'ayant pas à proprement parler les problèmes urgents des terres, seule la sécurité dans ses frontières servait de prétexte valable. Comme il a été le cas pour le Rwanda, une main invisible et les promesses de soutien matériel et financier ont certainement joué.

En ce qui concerne les Congolais de l'extérieur décidés à chasser Mobutu, l'alliance avec les pays étrangers offrait l'unique chance qui leur manquait jusque là. De tous ces Congolais qui provenaient de l'étranger, pour la plupart des pays d'Europe, un seul va émerger après l'assassinat dans les circonstances qui restent toujours obscures, de Ngandu Kisase. Il s'agit de Laurent-Désiré Kabila qui devient le porte-parole des insurgés. Alors qu'il n'était encore qu'un rebelle, nous l'avons vu signer des accords avec les investisseurs étrangers, américains en l'occurrence, intéressés par le secteur minier, dans la ville de Lubumbashi. Sûr de la victoire finale grâce à l'appui de ses alliés, sûr du soutien des populations congolaises et de la complicité de l'armée loyaliste qui refuse de se battre, Kabila écarte toutes les tentatives de négociations avec celui qu'il qualifie du plus corrompu des dictateurs africains et d'homme dieu.

En mai 1997, les jeunes soldats qui ont fait plus de deux mille kilomètres depuis Goma, les fameux Kadogo, font une entrée triomphale dans la capitale et sont applaudis par des centaines d'autres jeunes Kinois. Kabila devient le nouveau maître autoproclamé de la République Démocratique du Congo. Installé officiellement par les présidents des pays alliés auxquels il faut joindre le président de l'Angola, il est investi par la Cour Suprême de Justice. Mais pour l'exercice du pouvoir il va oublier totalement tous ceux qui, de l'intérieur, lui ont apporté tout le concours. L'armée de Mobutu qui devenait sa complice va subir les terribles humiliations à la base de Kitona où beaucoup d'anciens soldats trouveront la mort dans des conditions difficiles. Plusieurs officiers formés dans les meilleures écoles de l'Occident et du pays seront purement et simplement oubliés. Le Parlement de transition n'avait plus sa place et les activités politiques suspendues pour une durée de deux ans. L'oeuvre de destruction étant achevée, il fallait maintenant commencer la reconstruction et avec quels hommes?

Retard du développement du pays

Avec les Congolais de la diaspora avant tout, eux qui avaient les mains propres. Dans un esprit de suspicion, totale, de haine à peine cachée et de vengeance contre les anciens collaborateurs de Mobutu, on privilégie les cadres originaires des régions du pays qui avaient pris part à la conquête. Ainsi, les provinces du Katanga, du Kivu, du Maniema et la Province orientale se taillent la part de lion. Beaucoup de ces hommes sont sans expérience et s'occupent des affaires de l'Etat sans le moindre succès. L'incapacité des Congolais de la diaspora qui espéraient se faire une place au soleil, force le Président à se retourner vers quelques anciens collaborateurs de Mobutu. Les nouvelles autorités se montrent incapables de maîtriser la situation et les espoirs de la population diminuent petit à petit. Les mêmes tendances régionales et tribales reviennent et la spirale des injustices recommence. A quoi aura donc servi cette longue guerre sinon à retarder davantage le développement du pays?

Les nouvelles autorités n'ont pas réussi à briser l'embargo imposé au Congo à la fin du régime de Mobutu. La coopération n'a jamais repris et les investisseurs potentiels se sont évaporés. Le Congo était-il devenu subitement une terre aride? La réforme monétaire de juin 1998 n'a été rendue possible que grâce au concours d'un seul pays scandinave. La vérité est que la tête de Kabila, avec ses idées surannées, il est vrai, ne pouvait pas plaire à ceux qui avaient recouru à lui pour faire tomber Mobutu. Il devait donc tomber à son tour et le malheur des Congolais de se poursuivre. Le massacre des Hutu par leurs compatriotes Tutsi sur le sol congolais devient un motif de plus pour condamner le Congo. Les mêmes Rwandais et Ugandais qui ne reçoivent pas entière satisfaction pour toute leur aventure sur le sol congolais, se retournent contre Kabila, d'abord dans les coulisses.

Enfin, en août 1998, le conflit éclate au grand jour entre Kabila et ses associés militaires qu'il parvient à chasser, non sans peine, de la capitale Kinshasa. Deux jours plus tard, le pays était attaqué, à l'Est comme à l'Ouest, à partir de Goma et de Kitona. Cette guerre nouvelle à laquelle prennent part une fois de plus le Rwanda, l'Uganda et le Burundi, se justifie toujours par la sécurité dans les frontières. Le Rwanda ajoutera que certaines factures n'auraient pas été payées avant le renvoi de son corps expéditionnaire et certaines promesses n'auraient pas été honorées, notamment la cession du Kivu qui était une ancienne province du royaume du Rwanda à l'époque précoloniale. Selon les prévisions, il s'agissait d'une guerre éclair. La marche

rapide vers Kinshasa était programmée à partir de la base de Kitona, dans le Bas-Congo. Cette étrange stratégie dans la seconde guerre du Congo n'émeut personne à l'étranger. L'OUA et l'ONU se taisent et les puissances occidentales, généralement bien informées sur toute l'évolution politique et économique du monde ne réagissent point.

Intervention en faveur de Kinshasa

Alors que tout le monde attendait la prise imminente de Kinshasa et l'éviction de Laurent Kabila, une donne totalement imprévue va modifier la suite des événements. Il s'agit de l'intervention en faveur de Kinshasa, des troupes zimbabwéennes, namibiennes et angolaises. Pris entre les deux feux, les soldats rwandais sont obligés d'abandonner la Province du Bas-Congo, laissant derrière eux, une petite troupe qui allait échouer dans sa tentative de prendre l'aéroport de Ndjili. L'appel lancé par un responsable congolais aux populations du Bas-Congo pour dénoncer les ennemis et leur faire subir le sort qu'ils méritaient vaudra plus tard au Ministre Yerodia un mandat d'arrêt international. Les images de quelques Tutsi tués à Kinshasa et brûlés par une jeunesse sans armes mais déterminée à défendre la ville, vont faire le tour du monde et témoigner du complot ourdi contre les Tutsi, agresseurs devenus victimes de la haine et de la barbarie.

La thèse de l'agression du Congo par ses voisins sera balayée par ceux qui ont intérêt à taire la vérité. En une année, la moitié du Congo est occupée par une rébellion qui se crée dans le sillage des agresseurs et trouve les défenseurs parmi ceux qui se sentaient brimés ou écartés par Kabila. L'Uganda occupe les provinces du Nord (la Province orientale et une partie de la province de l'Equateur) alors que le Rwanda et le Burundi s'emparent de l'Est du pays (les deux provinces du Kivu, le Maniema, une partie des deux Kasai et du Katanga). Au fur et à mesure que la guerre dure, les troupes s'enlisent et il faut trouver une solution à la guerre dont l'issue devient incertaine. Les villes de Mbandaka, Kananga, Lubumbashi et Kinshasa sont fortement défendues par les troupes alliées et les rebelles ne peuvent plus percer les lignes.

Exploitation du sol congolais

Les deux camps sont presque épuisés financièrement et pour poursuivre la guerre, ils se mettent à exploiter le sol congolais. Les Ugandais et les Rwandais exploitent toutes les richesses disponibles dans les territoires qu'ils occupent et les alliés de Kinshasa obtiennent aussi des concessions importantes dans le territoire qu'ils défendent. Ce sont ces exploitations qui ont fait l'objet du rapport du groupe des experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République Démocratique du Congo, remis le 12 avril 2001. L'exploitation de ces richesses sert, selon le même rapport, à l'autofinancement de la guerre. A mon humble avis, ce rapport sert avant tout à couvrir l'origine étrangère des armes utilisées par le Rwanda et l'Uganda. Nous savons en effet que le Rwanda et l'Uganda sont soutenus financièrement de l'extérieur. Mais pour revenir à l'exploitation illégale ou non des ressources naturelles pour financer la guerre, voilà une absurdité dont l'Afrique devrait avoir honte. Les ressources naturelles vendues à l'étranger enrichissent déjà les pays du Nord et l'achat des armes prive l'Afrique du maigre profit qu'elle pouvait en tirer. Les armes elles, ne servent qu'à détruire les pays et les peuples africains.

Quant aux accords de Lusaka signés en 1999 et qui constituent le «cadre idéal» pour le règlement global du conflit, je les considère comme les mécanismes destinés à permettre à tous les belligérants de sortir la tête haute de ce conflit inutile. On évite de désigner les agresseurs par leurs véritables noms et de les condamner. Les conditions d'une paix véritable ne sont pas négociées et c'est à cela que nous devons songer dès à présent. Les deux guerres congolaises ont tellement déchiré l'Afrique centrale qu'il faudra de nombreuses années pour revenir à une coexistence pacifique. Voilà pourquoi, même après avoir reconnu que le Rwanda, le Burundi et l'Uganda ont réellement agressé le Congo, tout le monde s'accroche aux accords de Lusaka pour en finir avec la première étape des négociations. L'entêtement de Laurent Kabila à vouloir négocier les conditions d'une paix véritable avant l'application des accords de Lusaka lui a valu une mort atroce dans son propre palais, comme l'entêtement de Mobutu de quitter le pouvoir avant sa mort prochaine, lui avait valu la pire des humiliations, aller mourir sans honneurs, loin de sa terre natale.

Maintenant que toute la communauté internationale peut se mettre d'accord sur la possibilité de mettre en pratique les fameux accords de Lusaka, la guerre a réellement cessé et la paix est proche. Il se posera toujours la question de savoir ce que chacun des belligérants a pu tirer de ces tristes guerres.

A qui profitent les conflits armés en Afrique?

Tout ce qui vient d'être dit montre que le recours aux armes pour dominer sa propre population ou pour régler les conflits entre les Etats, ne contribue nullement au progrès de l'Afrique. Le recours aux armes prôné par certains fils du Congo montre que les Congolais n'ont pas encore tiré les leçons des sécessions et des rébellions des années 1960. Les deux guerres actuelles n'ont fait qu'accentuer les malheurs des Congolais. L'économie congolaise est complètement détruite et les conditions sociales s'en ressentent vivement. Les conséquences néfastes de toutes ces guerres devraient nous pousser à mettre en place les structures politiques interdisant toute prise de pouvoir par la force. Ce principe qui venait d'être consacré par la Conférence Nationale Souveraine a été vite brisé par le chef de la première rébellion, qui se disait ouvertement ne pas être engagé par les recommandations de cet important forum. En applaudissant la victoire de Kabila sur Mobutu, les Congolais faisaient preuve d'une courte mémoire. Ils oubliaient que tout conquérant garde toujours le pouvoir par la force. Les promesses d'une démocratisation future ne servent en réalité qu'à faciliter la mise en place du nouveau système et son renforcement. Les Congolais ne pourront aller loin dans la démocratie que s'ils renoncent totalement à l'usage des armes pour s'emparer du pouvoir.

Vouloir soumettre un pays voisin pour gagner un morceau de terre qui ne vous appartient pas n'est plus digne de l'Afrique, 40 ans après nos indépendances. C'est sans doute le rêve de la balkanisation du Congo, soutenue de l'extérieur qui leur a donné cette assurance d'annexer le Kivu et sans doute aussi une partie de la Province Orientale.

Les armes qui circulent en Afrique servent donc, soit à stabiliser les régimes soutenus de l'extérieur, soit à déstabiliser d'autres qui ne protègent pas les intérêts des multinationales et autres puissances. Le nombre de coups d'Etat est là pour le démontrer, de même que les rébellions qui n'en finissent pas. Dans l'un ou l'autre cas, les armes empêchent le développement du continent africain. Voilà comment les Rwandais et les Burundais oublient leurs problèmes internes auxquels ils ne trouvent point de solutions pour s'occuper pendant plus de quatre ans des problèmes du Congo. Cela ne peut repousser que l'échéance, mais les problèmes restent entiers et ils auront besoin du Congo pour trouver une partie de ces solutions. En coupant le pont avec le Congo par le recours aux armes, le surpeuplement du Rwanda et les luttes ethniques empoisonneront toujours la vie politique de ce petit pays. La démocratie en Uganda, au Rwanda et au Burundi est la seule voie pour avoir la paix dans ces pays. Si les Tutsi aujourd'hui au pouvoir dans les deux pays ne se préoccupent que des Hutu réfugiés au Congo, d'autres sortiront demain de l'intérieur même de leurs pays. Le double génocide du Rwanda doit servir de leçon aux responsables politiques.

Conclusion

Les Congolais qui se battent depuis des années oublient sans doute que leur pays a échappé plus d'une fois aux visées étrangères qui souhaitent sa balkanisation. Ce qui est arrivée à l'Union Soviétique et à la Yougoslavie aurait pu arriver aussi au Congo si la situation interne n'avait pas déjoué toutes les prévisions. Il est donc prudent de connaître le vrai mobile de la circulation des armes en Afrique. Quant à nos voisins, après avoir oeuvré sans succès pour diviser le Congo et s'emparer d'une partie de son territoire, quels avantages peuvent-ils encore attendre, alors que dans l'Union des Pays des Grands Lacs ils avaient de gros intérêts? Tous ces conflits armés font donc reculer le développement de nos pays respectifs ainsi que l'avènement d'une véritable union africaine.

Prof. Dr Jérôme-Emilien Mumbanza mwa Bawele, Berlin

source : D+C Développement et Coopération